



Déclaration forum de Sikasso

Nous, représentants des différentes composantes de la société civile et des mouvements sociaux des pays d'Afrique (Bénin, Burkina, Côte-d'Ivoire, Mali), d'Europe (Belgique, France, Royaume-Uni, Italie), d'Amérique (Canada) réunis à Sikasso du 04 au 07 juin 2007 à la 6^{ème} édition du Forum des Peuples, avons procédé à de larges débats démocratiques sur les questions fondamentales qui préoccupent l'ensemble des Peuples du monde (Dettes, Accords de Partenariat Economique UE-ACP, Souveraineté alimentaire, Pauvreté, Accès à l'eau, Réchauffement climatique...)

A l'issue des débats, le constat général est scandaleux :

Le G8, ce directoire mondial illégitime a démontré à la face du monde son incapacité notoire à tenir ses promesses d'aide aux pays les plus pauvres et à résoudre cette crise structurelle de l'endettement dont il est le principal responsable.

En 2005 son engagement en faveur des pays pauvres avait permis l'annulation d'un montant dérisoire de 39 milliards de dollars Us de dette pour les Pays d'Afrique et d'Amérique Latine. Aujourd'hui les dettes que ces mêmes pays doivent rembourser s'élèvent pour l'Afrique à 215 Milliards de dollars Us et pour l'Amérique Latine à 723,6 milliards de dollars Us¹. Selon Oxfam Grande-Bretagne, les pays les plus pauvres du monde doivent continuer à payer 100 millions de dollars Us chaque jour !

C'est dans ce contexte que s'est ouvert à Heiligendamm (Allemagne) le sommet du G8. L'agenda officiel porte sur la stabilité du marché mondial, le développement de l'Afrique, la lutte contre le réchauffement climatique et l'approvisionnement énergétique. Malheureusement, les réponses apportées à ces questions par les dirigeants des pays riches ressemblent à un aveu d'échec, d'hypocrisie et d'irresponsabilité.

Les mesures prises ces dernières années n'ont été que des opérations d'effet d'annonce doublé de mépris profond pour les souffrances de nos peuples.

De l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés de Cologne (Allemagne) en 1999, aux engagements multilatéraux de Gleneagle (Royaume Uni) en 2005, la situation n'a pas évolué. Pour preuve : en 2005 les transferts nets de capitaux du Sud vers le Nord étaient de 354 milliards de dollars Us et parallèlement, l'aide au développement des pays du G8 est en baisse depuis 2006, pendant que le montant de la dette culmine à un niveau hallucinant de 2 800 milliards de dollars Us !

Sous le couvert de la lutte contre le réchauffement climatique, les puissances du G8 étalent leur nature prédatrice, inhumaine, irresponsable et hégémonique, se livrant à une compétition effrénée pour le contrôle des matières premières et des ressources en hydrocarbure à l'exemple de la guerre en Irak, du chantage au gaz de la Russie...

Le Forum des Peuples réaffirme l'illégitimité du G8 et condamne fermement la répression des militants alter mondialistes par les forces de l'ordre allemandes.

Au Mali, cette sixième édition du Forum des Peuples intervient dans un contexte de crise généralisée marquée par le recul du service public avec la liquidation complète des derniers secteurs stratégiques (CMDT, HUICOMA et le chemin de fer).

Les conséquences de ces privatisations se font durement sentir à travers les licenciements massifs des travailleurs, l'exacerbation de la pauvreté et de la misère. A cela il faut ajouter

¹ 2 ans après Gleneagles les promesses non tenues sur la dette et les fonds vautours sapent l'accord G8, Communiqué de presse des campagnes dette lors du G8, le 6 juin 2007.

l'absence d'un contrôle démocratique et transparent sur les ressources stratégiques du Mali notamment l'or, l'introduction forcée des OGM dans l'agriculture, l'application programmée des Accords de Partenariat Economique entre l'Union Européenne et les Pays ACP, l'introduction de nouveaux accords sur l'immigration. Ces nouveaux accords sur l'immigration transforment le Mali comme ceux des autres pays voisins et du pourtour méditerranéen en simple gendarme chargé d'appliquer avec zèle des mesures d'expulsion arbitraires et illégales des pays de l'Union Européenne en violation flagrante de toutes les conventions internationales relatives aux droits humains et à la libre circulation des personnes et des biens.

Les participants au Forum des Peuples exigent une fois de plus :

- ✓ L'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure des Pays du Tiers-monde qui s'élève selon le rapport 2007 de la Banque Mondiale à 2800 milliards de dollar.
- ✓ La suppression du Fond Monétaire international et de la Banque Mondiale instruments de promotion et de renforcement de l'idéologie néolibérale et leur remplacement par la Banque du Sud qui regroupera tous les pays en voie de développement et les pays émergents afin de poser les bases d'un développement durable fondé sur des relations économiques complémentaires et justes entre les Etats.
- ✓ La transparence et le contrôle des flux financiers par des taxes globales et la restitution des fonds détournés par les multinationales occidentales et les régimes corrompus.
- ✓ -La suppression des subventions agricoles aux exportations vers les pays du sud et la reconnaissance du droit de ces pays à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire.
- ✓ La suppression des visas de court séjour, de toutes les entraves posées à la sortie d'un territoire, et la justification détaillée et contrôlée de refus de visas d'établissement avec une stricte symétrie des conditions africaines et européennes de délivrance de ce type de visas.
- ✓ La fermeture de tous les lieux d'enfermement et autres dispositifs de blocage des personnes aux frontières.
- ✓ L'abolition de toutes les mesures faisant obstacle au regroupement familial

- ✓ La régularisation totale et inconditionnelle de tous les sans-papiers en France et dans les autres pays de l'espace Schengen.

Les participants au Forum des peuples recommandent:

- La création d'une banque agricole autogérée par les paysans
- La diversification du matériel agricole selon les zones agro écologiques
- Une réforme des titres de propriété foncière
- L'encouragement de l'utilisation de l'engrais organique abandonné au profit des engrais chimiques.
- L'encouragement de la consommation des produits locaux
- La protection de nos produits agricoles contre la concurrence internationale
- Le rejet systématique des APE et des OGM
- L'ouverture d'un débat national sur la loi d'orientation agricole en dehors des structures institutionnelles avec l'implication du Conseil supérieur de l'agriculture.

Fait à Sikasso le 07 juin 2007

Les Participants